



Démarche : ICRA - Justificatif de Prime

Organisme : SEFI - Cellule Aide à la Création d'Entreprise (CACE)

## Identité du demandeur

Email

Etablissement  
Numéro TAHITI

Dénomination

Forme juridique

## Formulaire

Vos données à caractère personnel, collectées sur la plateforme Mes-Démarches.gov.pf, font l'objet d'un traitement dont la finalité est le contrôle de l'activité d'un bénéficiaire de la mesure ICRA tel qu'il est prévu par la convention ICRA.

Avertissement:

RGPD et loi informatique n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les données à caractère personnel collectées par le SEFI dans ce formulaire font l'objet d'un traitement dont la finalité est de déclarer l'activité du bénéficiaire de l'ICRA, tel que prévu dans les dispositifs d'aide à l'emploi institués par le code du travail. Les données collectées concernent le bénéficiaire.

Le traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de soutien à l'emploi de la Polynésie française. Les données à renseigner sont obligatoires. A défaut, le SEFI ne pourra pas traiter le dossier.

Les données sont conservées pendant toute la durée du contrat et à l'issue de ce dernier, pendant le temps nécessaire au règlement de la situation contractuelle et au respect des prescriptions légales.

Conformément à la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, toute personne concernée dispose, sur ses données, des droits d'accès, de rectification et de limitation, du droit d'opposition pour des raisons tenant à sa situation particulière, qu'elle peut exercer en suivant le lien suivant : <https://api.dastr.eu/v1/client/data-subject-request/page?id=1192&key=9C2yjQRSM2lGliz14l0r746ZKnGsHjLcEba2YV99Exj>

Elle peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr), si elle estime que ses droits ne sont pas respectés.

### Attention

Ce formulaire permet de justifier la prime octroyée à un bénéficiaire de l'ICRA, initialement attribuée à l'aide de factures proforma.

Il doit être rempli dans un délai de 3 mois suite à l'attribution de la prime.

Si la déclaration de l'activité n'est pas faite avant ce délai, un titre de recette sera automatiquement généré pour réclamer le remboursement de la prime perçue.

La formulation dans ce formulaire a été simplifiée pour faciliter la compréhension, seuls les textes de loi cités font référence en cas de litige.

Vous pouvez consulter <a

href="https://honouira.pf/front/publicLink/publicDownload.jsp?id=8692e62b-2c6f-49fc-

## ICRA - Justificatif de Prime

807e-f20683f20ce346d5e09f-4be7-4687-b9bd-c61a460939e0">l'extrait du Code du Travail relatif à l'ICRA ici</a>.

## L'entreprise

### Numéro DN

Votre numéro DN CPS à 7 chiffres indiqué sur votre carte CPS. Merci d'indiquer votre date de naissance sous le format JJ/MM/AAAA (exemple: 31/12/1980).

### Montant de la Prime Octroyée

Indiquer le Montant de la Prime Octroyée

## Justificatifs de la Prime

### Justificatifs de Prime Octroyée

#### Nom Fournisseur

#### Référence Facture

#### Date Facture Acquittée

#### Montant Facture Acquittée

#### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce Justificative

#### Nom Fournisseur

#### Référence Facture

#### Date Facture Acquittée

#### Montant Facture Acquittée

#### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce Justificative

#### Nom Fournisseur

#### Référence Facture

# ICRA - Justificatif de Prime

**Date Facture Acquittée**

**Montant Facture Acquittée**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Pièce Justificative

## Engagement

**Votre Nom**

**Votre prénom**

**Votre fonction**

Ex: Gérant

### Exactitude des renseignements

Je déclare sur l'honneur que les informations mentionnées dans ce formulaire sont exactes et sincères. Toute fausse déclaration peut entraîner le remboursement de la prime de démarrage ICRA. Toute déclaration fausse et mensongère est passible des peines prévues aux articles 441-1 et suivants du code pénal

Cochez la mention applicable

Oui

Non

### Renseignements complémentaires

Le service de l'emploi peut exiger toute information ou document complémentaire qu'il juge utile pour contrôler l'activité. (articles Lp. 5231-16 et A. 5231-6 du Code du Travail).

Ne pas fournir ces informations ou documents peut entraîner la suspension voire la résiliation de la convention (Article 5231-21 du Code du Travail).

Cochez la mention applicable

Oui

Non